

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 59/012 /2011 (Public)

AILRC-FR

16 mai 2011

Ouganda. L'utilisation de la force contre des manifestants doit faire l'objet d'une enquête

Amnesty International a exhorté le 16 mai le gouvernement ougandais à cesser de recourir à l'utilisation continue de la force contre les journalistes, les dirigeants de l'opposition et leurs partisans, et contre Kizza Besigye en particulier. Le gouvernement doit diligenter de toute urgence des enquêtes indépendantes sur le recours à la force employé contre des journalistes et des partisans du dirigeant de l'opposition Kizza Besigye, rentré le 12 mai 2011 en Ouganda, en provenance du Kenya où il se trouvait pour des soins médicaux après avoir été blessé lors des manifestations d'avril à Kampala. Les agents de la force publique reconnus responsables d'atteintes aux droits humains doivent être soumis à l'obligation de répondre de leurs actes et jugés, lors de procès équitables au regard du droit international relatif aux droits humains et excluant le recours à la peine de mort.

Les forces de sécurité ont à plusieurs reprises tiré à balles réelles et fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes sur la foule qui suivait Kizza Besigye entre l'aéroport d'Entebbe et Kampala le 12 mai. Selon certains témoignages, des responsables de la sécurité auraient également frappé des personnes dans la foule. Au moins une personne a été tuée au cours de cette journée. Des informations non confirmées données par la presse locale font état de quatre autres personnes tuées par balles.

S'il est vrai que certains manifestants ont aussi eu recours à la violence au cours de ces dernières semaines, en lançant notamment des pierres contre les forces de sécurité, le recours à la force, notamment la force meurtrière, par les forces de sécurité doit être conforme aux normes relatives aux droits humains en toutes circonstances afin de protéger le droit à la vie. Les Principes de base des Nations unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois précisent qu'en cas de rassemblements violents, les forces de sécurité ne peuvent utiliser des armes à feu que s'il n'est pas possible d'avoir recours à des moyens moins dangereux, et seulement dans les limites du minimum nécessaire. Les responsables de l'application des lois ne peuvent faire usage d'armes à feu contre des personnes que dans des circonstances bien limitées, en cas de menace imminente de mort ou de blessure grave et seulement lorsque cela est absolument inévitable pour protéger des vies humaines. Le recours à des armes « moins létales » comme les gaz lacrymogènes devrait être soigneusement contrôlé afin de minimiser les risques pour les personnes non impliquées dans les événements.

Amnesty International s'inquiète des restrictions abusives à l'exercice des droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique depuis les élections générales de février 2011. L'organisation appelle les autorités ougandaises à ouvrir dès à présent une enquête impartiale et indépendante sur l'action des forces de sécurité et à soumettre à l'obligation de répondre de leurs actes tous les responsables de l'application des lois, y compris aux plus hauts niveaux de la hiérarchie, dont l'implication dans des atteintes aux droits humains a été reconnue.

Le 12 mai 2011, 10 journalistes ont été frappés par des membres des forces de sécurité alors qu'ils couvraient le retour de Kizza Besigye. Au moins un des journalistes a dû être hospitalisé, frappé à la tête pendant qu'il photographiait les affrontements entre les forces de sécurité et la foule qui suivait la voiture de Kizza Besigye entre l'aéroport d'Entebbe et Kampala. D'autres journalistes se sont fait confisquer leur matériel de prise de vues et divers équipements. Les forces de sécurité s'en sont pris tout au long de ces

dernières semaines aux journalistes en charge de la couverture des manifestations depuis que celles-ci ont commencé le 11 avril.

Amnesty International appelle les autorités ougandaises à mettre fin au harcèlement et aux attaques visant les journalistes et à garantir le droit à la liberté d'expression de tous les journalistes couvrant les activités des hommes politiques dans l'opposition.

Depuis le 11 avril 2011, les Marches pour le travail, manifestations organisées par Kizza Besigye et d'autres dirigeants de l'opposition pour protester contre la hausse des prix, ont été sévèrement réprimées par la police. Au moins dix personnes ont été tuées en Ouganda au cours de ces manifestations. Kizza Besigye, dirigeant du Forum pour le changement démocratique (FDC) s'était rendu à Nairobi le 29 avril 2011 pour y être soigné après avoir eu le visage et les yeux aspergés de gaz chimiques lors d'une marche de protestation le 28 avril 2011.